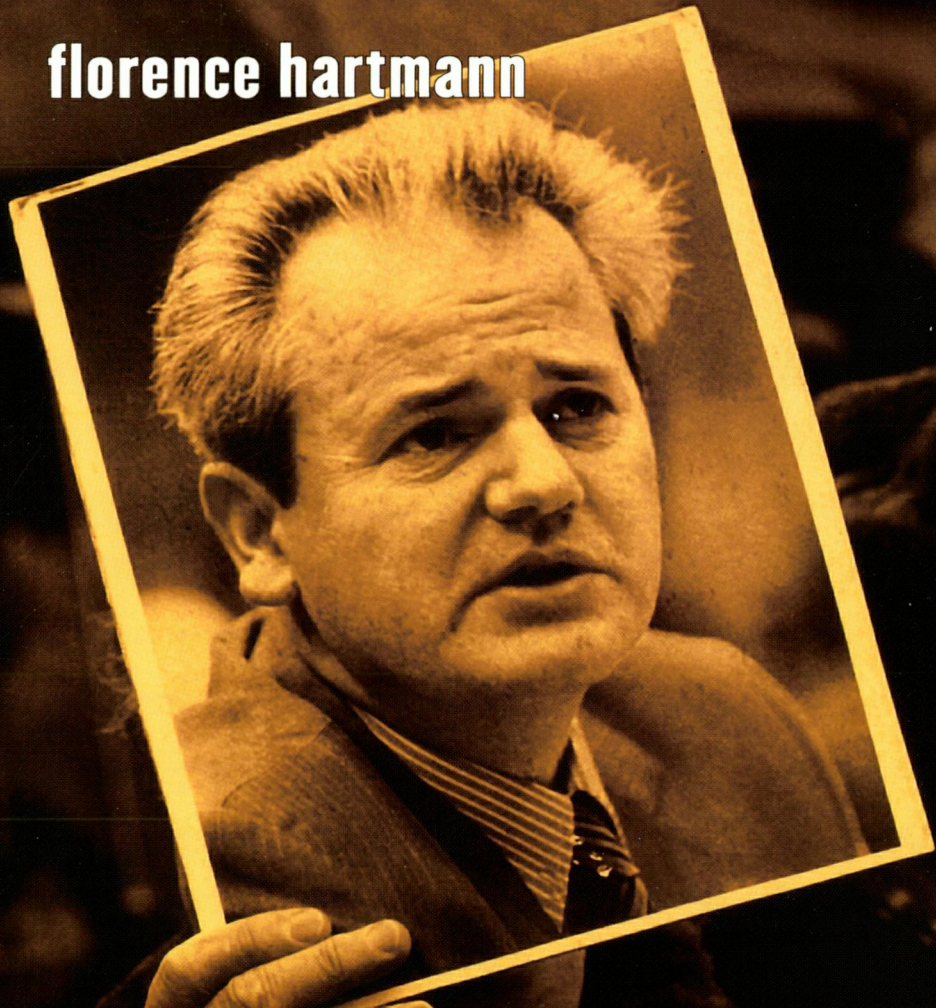


florence hartmann



milosevic

la diagonale du fou



Extrait de la publication

milosevic

florence hartmann

milosevic

la diagonale du feu

collection dirigée
par Guy Birenbaum et Airy Routier

**DENOËL
IMPACTS**

© 1999, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN 2-207-24976-X
B24976.2

A Emil, Stéphane et Andréa

**Mes remerciements à Gérard
Toulouse et à la Fondation La
Ferthé ainsi qu'à tous ceux qui
m'ont soutenue et encouragée.**

**« Terribles sont les masses quand elles sont menées par
des dirigeants pervers. »**

Euripide, *Oreste*, vers 772

La Yougoslavie avant le conflit



États issus de l'ex-Yougoslavie Situation en septembre 1999



Prologue

Le fragile équilibre yougoslave

La Yougoslavie, née au lendemain de la Première Guerre mondiale, ne fut pas le produit d'un lent processus d'intégration politique, économique et sociale comme celui auquel on assiste aujourd'hui en Europe. Elle fut créée dans l'urgence, sur les débris de deux empires et par la volonté des grandes puissances, sans que les peuples qui la composent puissent vraiment discuter de leurs intérêts respectifs et jeter les bases d'un accord faisant du nouvel État une union de peuples libres sur un pied d'égalité. Ainsi la Yougoslavie fut dès le départ tiraillée entre deux conceptions antinomiques de l'État que trois quarts de siècles de vie commune ne réussirent pas à rapprocher.

La Yougoslavie n'en était pas pour autant une erreur de l'Histoire. Elle correspondait au souhait des peuples qui vivaient dans cette région, à la charnière des grands empires, de s'unir pour se débarrasser du joug de leurs oppresseurs austro-hongrois et ottomans. L'idée d'une union des peuples slaves du Sud, synonyme de yougoslave, était née au XIX^e siècle en Croatie et reflétait le besoin d'émancipation des Serbes et des Croates, qui étaient en nombre à peu près égal dans l'Autriche-Hongrie. Elle fut reprise au milieu du XIX^e siècle par le « Parti national » que dirigeait l'évêque catholique Josip Strossmayer, fondateur à Zagreb de l'Académie yougoslave des sciences et des arts, et ardent défenseur de la thèse selon laquelle les différences linguistiques ou religieuses séparant les peuples slaves du Sud (Serbes, Croates et Slovènes) sont si minimes qu'elles ne doivent pas empêcher une vie

commune. Mais lorsque le royaume des Serbes, des Slovènes et des Croates fut fondé le 1^{er} décembre 1918, jamais les différents territoires qu'il englobait n'avaient été réunis dans un même ensemble étatique et jamais jusque-là ses habitants, aux destins historiques très divers, n'avaient eu le sentiment d'appartenir à un seul et même peuple, ni même à une seule et même communauté de destin. L'État yougoslave arrivait en quelque sorte trop tard dans un monde de nations trop vieilles et trop attachées à leur identité particulière.

Pour la Serbie indépendante depuis 1878, la création de la Yougoslavie permettait de réunifier tous les Serbes divisés depuis des siècles entre les deux empires défunts. Le gouvernement serbe avait d'abord souhaité la création d'un État grand-serbe formé par l'annexion à la Serbie de tous les territoires de l'Empire autrichien peuplés de Serbes. Depuis la fin du XIX^e siècle, la Serbie envisageait l'intégration du peuple serbe disséminé à travers l'espace yougoslave dans un cadre politique qui lui soit propre. Mais elle y renonça provisoirement et accepta l'union au royaume serbe de tous les Slaves du sud de l'Empire austro-hongrois, selon la formule proposée par les grandes puissances qui voulaient ainsi éviter un nouveau morcellement des Balkans. Les Croates et les Slovènes demandèrent leur rattachement pour garantir leur liberté face aux ambitions autrichiennes, hongroises et italiennes. La première Yougoslavie naquit alors sur une équivoque : la Serbie, qui avait combattu aux côtés des Alliés, hérita du pouvoir et se crut investie du droit de dominer. Le nouvel État fut alors placé sous la houlette de la monarchie serbe, représentée par Pierre I^{er} Karadjordjevic, auquel succéda en 1921 son fils Alexandre I^{er}. Le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes n'était pas la concrétisation de l'idéal de Strossmayer, mais un État unitaire dominé par les Serbes qui représentaient alors 40 % de l'ensemble de la population.

Dès le début, le pays fut le théâtre d'oppositions incessantes entre les partisans du fédéralisme et de l'unitarisme. Les Croates et les Slovènes demandaient une structure fédérale qui répondrait à leurs aspirations d'avoir une entité nationale au sein du nouvel État, tandis que les Serbes préféraient appliquer le modèle français d'un État

centralisé et fort. L'imposition de la seconde solution par la Constitution de 1921 fut ressentie par les autres peuples yougoslaves comme le début de l'hégémonie serbe. L'antagonisme entre Serbes et Croates culmina le 20 juin 1928, lorsque Punisa Racic, un député serbe (du Monténégro), tira sur huit de ses collègues croates en plein hémicycle. Cinq moururent, dont Stijepan Radic, leader du parti paysan croate et fervent opposant au centralisme serbe. Les députés croates quittèrent le Parlement de Belgrade, et les plus extrémistes fondèrent un groupuscule oustachi¹. En 1929, le roi Alexandre, ayant dissous le Parlement, instaura une dictature. L'État qui prit alors le nom de Yougoslavie n'était plus que la continuation du royaume de Serbie. La domination serbe avait encouragé l'émergence du nationalisme croate, qui fut à l'origine de l'assassinat du roi Alexandre pendant sa visite officielle en octobre 1934 à Marseille². Sous la régence du prince Paul, la Yougoslavie se rapprocha de l'Italie, de la Bulgarie et de l'Allemagne, et octroya en août 1939 une large autonomie à la Croatie qui englobait la Croatie actuelle, un morceau de la Voïvodine et une partie de la Bosnie-Herzégovine. L'armée yougoslave, dont le corps des officiers était constitué principalement de Serbes³, protesta violemment, aux côtés de l'Église orthodoxe serbe qui voyait dans les aspirations croates l'expression de la volonté conquérante du catholicisme, inspirée par le Vatican. La première Yougoslavie s'acheva sur un constat d'échec qui généra deux nationalismes revanchards. Du côté serbe, les nationalistes revendiquaient « la Serbie partout où il y a des Serbes », réclamaient la Bosnie-Herzégovine, où les Musulmans ne seraient que des Serbes islamisés, et promettaient de protéger les Serbes de Croatie : « Jamais la Serbie n'a abandonné ses fils, ce n'est pas aujourd'hui qu'elle changera. » En face, les nationalistes croates revendiquaient également la Bosnie-Herzégovine, affirmant que les Musulmans n'étaient que des Croates de confession différente. Les Serbes de Croatie étaient quant à eux considérés comme des Croates orthodoxes ou des Vlachs.

Le rêve yougoslave s'effondra instantanément devant l'Allemagne nazie. En 1941, Hitler envahit la Yougoslavie et démembra totalement le pays. L'occupation et la création d'un État indépendant croate oustachi, inféodé à

Hitler, exacerbèrent les antagonismes. La Yougoslavie sombra dans une guerre fratricide. Cette période horrible, dont on n'a pas encore objectivement évalué les entre-assassinats, semblait exclure toute reconstitution yougoslave. La Yougoslavie renaîtra pourtant, de la main de Tito, un communiste d'origine croato-slovène qui dirigea une armée de partisans réunissant Serbes, Croates, Slovènes, Musulmans, Monténégrins et Macédoniens. Le Parti communiste, qui organisa cette résistance en vue de prendre le pouvoir et d'accomplir la révolution, posa en 1943 à Jajce le principe d'une autre Yougoslavie, où chaque peuple devait jouir de la plénitude de ses droits nationaux dans le cadre d'une fédération de six républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine) disposant chacune du droit à l'autodétermination. Cet État est institué à la Libération.

Pendant les vingt premières années (1945-1965), la dimension fédérale du pays resta subordonnée à l'autorité absolue du centre. Le centralisme du Parti devait contenir et atténuer les tendances centrifuges inhérentes à un État multinational, et était justifié par l'effort de reconstruction dans l'après-guerre et, à partir de 1948, par l'isolement international provoqué par la rupture avec Staline. Les intérêts spécifiques de chaque république n'en commencèrent pas moins à se manifester au niveau de la direction du Parti-État fédéral. Les partis des républiques, qui étaient au début des branches régionales dépendant du même noyau dirigeant, profitèrent des réformes des années 60 pour renforcer leur autonomie. Ce phénomène centrifuge se poursuivit en 1974 avec l'adoption d'une nouvelle Constitution fondée à la fois sur la décentralisation du territoire et la centralisation politique. Celle-ci cherchait à concilier des principes contradictoires : le centralisme du Parti et l'autonomie des républiques, la démocratie autogestionnaire et le pouvoir absolu du Parti et de Tito à l'intérieur de celui-ci⁴. Elle instaura la souveraineté des unités fédérales, des six républiques mais aussi des deux provinces autonomes au sein de la Serbie, le Kosovo et la Voïvodine. Les décisions au sein du Parti et du gouvernement fédéral étaient désormais prises à l'unanimité, ce qui donna un droit de veto aux républiques mais aussi aux deux provinces autonomes. On assista alors à la

fragmentation progressive en communautés. Le dogme officiel de la fraternité et de l'unité ne pouvait plus masquer la réalité politique d'élites communautaires et républicaines concurrentes.

La mort, le 4 mai 1980, de Tito, dernier symbole de l'autorité centrale, laissa le Parti et la population dans un grand désarroi et révéla plus que jamais les dysfonctionnements du système yougoslave. On découvrit l'ampleur de la dette, la stagnation industrielle, la montée du chômage et l'inflation. Le Parti empêtré dans ses contradictions fut incapable de trouver des réponses à la crise économique ni à la crise des institutions suscitée par le vide politique créé par la disparition de Tito. La survie de l'unité yougoslave nécessitait une redéfinition des règles du jeu de leur vie en commun. La Yougoslavie se trouvait à la croisée des chemins : changer de fond en comble ou exploser, selon l'expression du très lucide dissident titiste Milovan Djilas. Le débat sur l'avenir de la Fédération qui s'engagea alors fit resurgir le conflit latent entre décentralisateurs et centralistes. Pour les Serbes, la décentralisation opérée depuis la Constitution de 1974 était à l'origine de tous leurs problèmes (retard économique, dispersion du peuple serbe et division de la Serbie en deux provinces sur lesquelles elle n'a plus de prises). Les Slovènes et les Croates remettaient également en cause le système fédéral hérité de la Constitution de 1974, mais pour revendiquer davantage de décentralisation afin de mettre fin au rôle du Parti et de sortir le pays du communisme. De toute évidence, les enjeux et les buts n'étaient pas les mêmes dans tout le pays.

Introduction

Jeudi 27 mai 1999, La Haye. – Louise Arbour, le procureur du Tribunal pénal international, annonce dans une salle de presse comble : « Le 22 mai, j'ai présenté un acte d'accusation pour confirmation contre Slobodan Milosevic et quatre autres personnes les inculquant de crimes contre l'humanité, comprenant la déportation, la persécution et le meurtre. » Jamais jusqu'à ce jour aucun chef d'État en exercice n'avait été inculqué par la justice internationale. Slobodan Milosevic, président d'une Yougoslavie qui ne comptait plus désormais que la Serbie et le Monténégro, était accusé d'avoir, à partir du 1^{er} janvier 1999, « planifié, provoqué, ordonné, engagé, aidé et encouragé une campagne de terreur et de violence contre les civils albanais du Kosovo ».

« Les opérations ont été engagées avec l'objectif de déplacer une partie importante de la population albanaise hors du Kosovo. [...] Les forces de la République fédérale de Yougoslavie¹ et de la Serbie agissant sous la direction, avec les encouragements et le soutien de Slobodan Milosevic, Milan Milutinovic [président de la Serbie], Nikola Sainovic [premier ministre adjoint de la Fédération yougoslave], le général Dragoljub Ojdanic [chef d'état-major de l'armée yougoslave] et Vljako Stojilkovic [ministre de l'Intérieur de Serbie], ont de manière systématique expulsé par la force des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo. [...] Elles ont pillé les biens privés et commerciaux appartenant aux Albanais chassés de leurs habitations. Elles ont pratiqué en série les fouilles, usé de

menaces et d'actes de violences pour dépouiller les Albanais du Kosovo de l'argent et des objets de valeur en leur possession. [...] Elles ont harcelé, humilié, avili les civils albanais. [...] Elles ont engagé partout au Kosovo une campagne systématique de destruction de biens appartenant aux civils albanais. [...] Elles ont systématiquement détruit les papiers d'identité et les permis de circulation des véhicules appartenant aux civils albanais afin d'effacer toute trace de leur présence au Kosovo et de leur refuser le droit de rentrer chez eux. [...] Elles ont perpétré contre des civils des meurtres à grande échelle et de façon systématique dans toute la province. [...] Elles ont [ainsi] exécuté une campagne de persécution contre la population civile kosovare albanaise, sur la base de motifs politiques, raciaux ou religieux². »

Pendant huit longues années, Slobodan Milosevic a défié le monde entier, pratiquant impunément le nettoyage ethnique et les massacres. Il a porté le fer et le feu en Slovénie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine puis au Kosovo sans être inquiété. Huit ans pendant lesquels les Occidentaux ont fermé les yeux sur son rôle dans les exactions perpétrées sur le territoire de la défunte Yougoslavie. Il était l'homme indispensable avec lequel il fallait traiter, négocier, signer des accords. Il aura fallu quatre guerres, des millions de déplacés, des centaines de milliers de morts, des villes détruites, des villages disparus pour que la communauté internationale, à travers le Tribunal pénal installé à La Haye, ne voie plus en Slobodan Milosevic l'interlocuteur privilégié dont elle avait assuré l'impunité, mais un tyran sanguinaire prêt à sacrifier des centaines de milliers de vies sur l'autel de ses ambitions.

Après Vukovar atrocement bombardée, tombée en novembre 1991, d'où toute la population non serbe avait été déportée et une partie massacrée, après Sarajevo, assiégée pendant plus de trois ans, après les vallées de la Drina et de la Save entièrement purifiées par les massacres, les déportations et le viol, après l'infamie de Srebrenica, les diplomaties occidentales continuaient à traiter en partenaire le maître du régime le plus meurtrier d'Europe depuis Hitler. 800 000 déportés albanais et des milliers de morts plus tard, Slobodan Milosevic était enfin reconnu comme l'instigateur de cette tragédie.

Jeudi 27 mai 1999, Slobodan Milosevic est inculpé par le Tribunal pénal international pour « crimes contre l'humanité, comprenant la déportation, la persécution et le meurtre ». Reconnu comme l'instigateur de l'une des pires tragédies du XX^e siècle, Milosevic va donc enfin rendre des comptes.

Véritable plongée dans l'incroyable engrenage qui a mené à l'horreur, l'enquête de Florence Hartmann permet de comprendre, grâce à l'utilisation de sources encore inexploitées, en quoi les innombrables crimes commis ne sont nullement une conséquence des conflits successifs mais bien leur but réel.

Loin des thèses qui associent les hoquets de l'histoire récente à une malédiction originelle pesant sur la Yougoslavie, F. Hartmann démontre que le nationalisme serbe affiché n'est en fait que le prétexte avancé par d'anciennes élites communistes cherchant à se maintenir au pouvoir à tout prix. Jouant de la confusion politique et des faiblesses patentes de l'Occident, Milosevic n'a cessé de déployer, tout au long de cette terrible décennie, un étonnant savoir-faire stratégique et médiatique.

Depuis les origines de la folie meurtrière jusqu'à la guerre du Kosovo, en passant par toutes les péripéties des conflits entre nations yougoslaves, *La Diagonale du fou* retrace l'itinéraire qui a conduit Milosevic à affronter la plus grande coalition militaire du siècle.

Florence Hartmann, journaliste au *Monde*, a vécu plusieurs années comme correspondante à Belgrade, avant d'en être expulsée par le pouvoir en place.

cover design by Stéphane Bielikoff
photo de couverture :

© Petar Kujundzic, Reuters, MAXPPP

B 24976.2  10.99
ISBN 2.207.24976.X
140 FF TTC

Extrait de la publication

